Non à la violation des votes du congrès !

Où sont passées les belles promesses du congrès de 2013 ? Quand, sous l'influence des camarades de l'ex-W, on nous annonçait un *big bang* du fonctionnement, une plus grande démocratie interne, une meilleure prise en compte de l'avis des militantEs et des comités dans l'élaboration et la prise de décisions ? Évaporées, visiblement, au profit d'intérêts d'appareil.

Une majorité de circonstances s'est formée autour de camarades de la P2 et de la P1 pour introduire au forceps, à la toute fin du CPN, une motion annonçant l'organisation d'une Conférence Nationale pour la présidentielle 2017. Par cette décision, ils/elles remettent en cause le vote majoritaire du dernier congrès, qui avait rejeté cette proposition par plus de 67 % des voix contre, soit 114 déléguéEs. Aux cotés des camarades de la P3, les éluEs P5 ont voté contre, ce qui n'a pas empêché cette motion d'être ainsi adoptée.

Il est pourtant écrit dans les statuts de notre parti que « *le congrès est souverain en matière de programme* » et que « *le CPN est chargé d'appliquer les mandats nationaux entre deux congrès* ». Malgré tout, une majorité de membres du CPN viennent de s'autoriser à balayer d'un revers de la main l'avis majoritaire du congrès. Il est désormais légitime de craindre dans le futur qu'une autre décision majoritaire, celle de la motion A sur les élections (adoptée à 61,2 % dans les AG électives et à 62,1 % au congrès), ne soit pas appliquée.

Quel message vient ainsi d'être envoyé par ce CPN à l'ensemble des militantEs de notre parti ? Qu'ils/elles auront beau voter ce qu'ils/elles souhaitent, une majorité de circonstance se chargera d'effacer leurs votes. Ce genre de pratiques est la meilleure façon de faire fuir les camarades. Seule une réaction des militantEs, quels que soient leur sensibilité ou leur vote au congrès, pourra imposer le respect de la démocratie interne et empêcher le délitement de notre parti.

La démocratie interne a par ailleurs été aussi sévèrement mise à mal par la rédaction et l'envoi à la presse d'un communiqué sur la Grèce dans le dos du CPN (et d'une grande partie du CE) alors réuni pour ses travaux…

Tendance CLAIRE, le 8 juillet 2015